

Indice	Modifications	Date	Etabli par	Vérifié par
a	Création	21.03.22	KM	NL
B				
c				
d				
e				
f				

AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE CUZIEU – RD16



Commune de Rivas

Département de la Loire

Etat du document		REGLEMENT DE LA CONSULTATION
DCE		
N° Affaire :	A2104002	
N° Document :	RC	

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 22 Avril à 12h00

Maîtrise d'Ouvrage		Maîtrise D'Œuvre	
	Mairie de RIVAS Place de l'Eglise 42340 RIVAS ☎ : 04.77.54.63.43 ✉ : mairie.rivas@wanadoo.fr		TELYP VRD 1 rue de l'Informatique 42000 SAINT-ETIENNE ☎ : 09.72.64.49.60 ✉ : contact@telyp.fr

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET ENTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 MODE DE PASSATION	3
1.3 TYPE ET FORME DE CONTRAT.....	3
1.4 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.5 NOMENCLATURE	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT.....	3
2.3 VARIANTES.....	3
2.4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	3
ARTICLE 3. LES INTERVENANTS.....	4
3.1 MAITRISE D'OUVRAGE	4
3.2 MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
3.3 CONTROLE TECHNIQUE	4
3.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT.....	4
4.1 DELAI D'EXECUTION	4
4.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE	5
ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	6
ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
8.1 SELECTION DES CANDIDATURES	7
8.2 ATTRIBUTION DES MARCHES	7
8.3 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION.....	8
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
9.1 ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	8
9.2 PROCEDURES DE RECOURS.....	9

ARTICLE 1. OBJET ET ENTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne la réalisation des travaux de :

AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE CUZIEU – RD16

Lieu d'exécution : Route de Cuzieu, 42340 RIVAS

Date de démarrage des travaux : Juin 2022

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article 42-2 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 Décomposition de la consultation

Sans objet.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
45233140	Travaux routiers			

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

ARTICLE 3. LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

MAIRIE DE RIVAS

Place de l'Eglise

42 340 RIVAS

TEL : 04.77.54.63.43

3.2 Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TELYP VRD

1 rue de l'Informatique

42 000 SAINT-ETIENNE

TEL : 09.72.64.49.60

MAIL : nicolas.lyonnet@telyp.fr

M. Nicolas LYONNET

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une mission complète.

3.3 Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucun CSPS n'est prévu pour cette opération.

ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé par l'entreprise dans l'acte d'engagement.

La durée de la période de préparation est fixée à 3 semaines.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) est constitué des pièces suivantes :

- Règlement de la Consultation (R.C),
- Acte d'engagement (A.E),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),

- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U),
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E),
- Plans des travaux,
- Dossier de Déclarations de Travaux (DT).

Le dossier de consultation est disponible et téléchargeable sur le site internet de la commune de Rivas : www.rivas.fr.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1, il devra alors impérativement fournir conformément aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée et à l'article 48-I 1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, justifiant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics au titre des dispositions des articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 précitée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

- Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes, à compléter (sur la base du document fourni aux candidats) et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU) par lot à compléter dans son intégralité, sans modification, à dater et à signer par une personne habilitée à engager le candidat	Oui
Le détail quantitatif estimatif, par lot, à compléter dans son intégralité, sans modification	Oui
Le mémoire technique, par lot, des dispositions que l'opérateur économique se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

En conformité avec le Paragraphe 5° de l'Article 41 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les plis seront obligatoirement transmis sur support papier.

En effet, comme le prévoit cet article : **« l'acheteur n'est pas tenu d'exiger l'utilisation de moyens de communication électronique dans les cas suivants : - Lorsque l'utilisation de moyens de communication électroniques nécessiterait un équipement de bureau spécialisé dont les acheteurs ne disposent pas communément »**,

La Mairie de Rivas ne disposant pas d'une connexion Internet suffisante pour le permettre, la transmission électronique n'est donc pas autorisée pour cette consultation.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :
AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE CUZIEU – RD16
NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

MAIRIE DE RIVAS
Place de l'Eglise
42 340 RIVAS

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Prix des prestations	60.0
2 - Valeur Technique	40.0

▪ **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :**

$$\text{Note du critère} = \frac{\text{Montant de l'offre moins-disante}}{\text{Montant de l'offre à noter}} \times \text{Base de notation fixée à 20 points}$$

Avec :

- **Montant de l'offre moins-disante** = prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- **Montant de l'offre à noter** = prix de l'offre à évaluer.
- **Base de notation** = note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

▪ **La méthode utilisée pour la notation du critère Valeur Technique est la suivante :**

La valeur technique, notée sur 20 points, sera jugée au regard du mémoire technique fourni par le candidat, faisant apparaître les sous critères suivants :

- **Moyens humains et matériels opérationnels affectés au chantier pour chaque tâche** /4
- **Identification des contraintes du site et du chantier et actions envisagées pour y remédier** /4
- **Organisation du chantier : mode opératoire, phasage, gestion des circulations, sécurité, etc.** /4
- **Planning et délai d'exécution des travaux faisant apparaître les phases de travaux** /4
- **Indications concernant la provenance et les caractéristiques des principales fournitures** /2
- **Mesures envisagées pour le respect de l'environnement et le développement durable** /2

8.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés par lot. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation ne peut porter sur l'objet du contrat ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du contrat telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Ces négociations éventuelles auront pour objectif de faire préciser des éléments décrits dans les documents fournis par le candidat. Elles tendront, le cas échéant, notamment à l'amélioration du rapport qualité/prix de l'offre.

Si des négociations sont jugées nécessaires, elles pourront donner lieu soit à l'envoi de courrier de négociation, soit à une présentation gracieuse de l'offre du candidat dans les locaux de la Commune.

Dans cette dernière hypothèse, les candidats pourront être convoqués dans un délai minimum d'une semaine entre la date d'envoi de la convocation et la date de la réunion.

Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux. Le Maître d'ouvrage ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

A l'issue de cette phase de négociation, les candidats disposeront tous du même délai pour remettre une nouvelle offre écrite s'ils le jugent utile, dans un délai qui sera communiqué aux candidats lors de cette phase de négociation. Après la remise des nouvelles offres, un nouveau classement sera effectué après application des critères de jugements précisés dans les pièces de la consultation. En cas de besoin, un second tour de négociation pourra être organisé selon les mêmes conditions que précédemment.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

- Renseignement(s) administratif(s) :

MAIRIE DE RIVAS

Place de l'Eglise

42 340 RIVAS

TEL : 04.77.54.63.43

FAX : 04.77.94.37.42

MAIL : mairie.rivas@wanadoo.fr

Mme Rachel ROMESTIN

- Renseignement(s) technique(s) :

TELYP VRD

1 rue de l'Informatique

42 000 SAINT-ETIENNE

TEL : 09.72.64.49.60

MAIL : nicolas.lyonnet@telyp.fr

M. Nicolas LYONNET

9.2 Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de LYON

184, rue Duguesclin - 69003 LYON

Tél. 04 78 14 10 10 – Fax. 04 78 14 10 65